

Première visite au sommet depuis le génocide

Les fantômes de Kigali

En se rendant au Rwanda, Nicolas Sarkozy veut tourner la page du passé. Un exercice difficile

De notre envoyé spécial

Le Mémorial du Génocide de Kigali est autant un musée qu'une nécropole. Ses dalles de béton abritent 258 600 dépouilles, des ossements retrouvés dans les multiples charniers de la capitale. Ses salles racontent les persécutions, les massacres, puis l'extermination des Tutsis, au printemps 1994. Elles ac-

Rwandais réclamaient des excuses. Une « ligne rouge », pour l'Elysée. Bernard Kouchner avait admis une « faute politique » lors d'un passage à Kigali, début 2008, mais écarté toute idée de repentance. Une esquisse de regret qui avait déjà suscité la colère d'Edouard Balladur, Premier ministre de l'époque. « Le président Sarkozy prononcera les mots qu'il veut. Nous n'avons pas d'excuse », indique la ministre rwandaise des

d'imposer l'anglais dans le primaire et le secondaire à partir de 2011. Un choix politique mais aussi économique au moment où il vient de former un marché commun avec ses voisins anglophones. « Nous sommes toujours membres de la francophonie », souligne le secrétaire d'Etat à l'Education, Mathias Harebamungu. Pour notre société, ce sera une double richesse. En attendant, ses enseignants et les parents d'élèves renâclent.

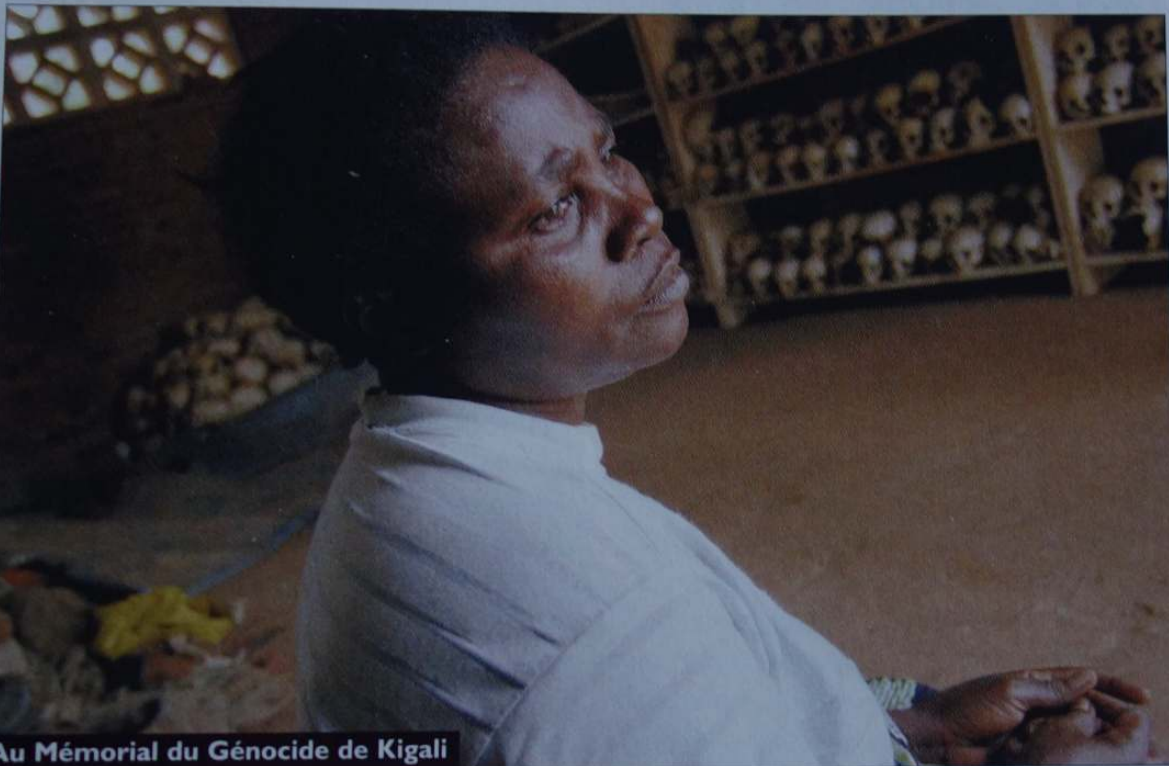
Normaliser les rapports avec le pays des Mille Collines était une des priorités de Nicolas Sarkozy. « Il a compris qu'en Afrique on avait une pancarte dans le dos marquée Rwanda », dit un diplomate. Par deux fois, il avait rencontré Paul Kagamé. Ce dernier continuait d'exiger en préalable la levée des poursuites contre les siens. Au terme d'une enquête sur l'attentat contre l'avion de Habyarimana, le juge français Jean-Louis Bruguière avait lancé, fin 2006, des mandats contre neuf proches de l'actuel président rwandais. Kigali avait aussitôt rompu avec Paris.

C'est l'arrestation – bien orchestrée de part et d'autre – d'une des neuf personnalités recherchées qui a permis de débloquer la situation. En se livrant à la justice française en novembre 2008, Rose Kabuyé, chef du protocole de Kagamé, a permis aux Rwandais d'accéder au dossier d'instruction. Malgré son contrôle judiciaire, elle a pu revenir au Rwanda et a même accueilli Bernard Kouchner lors de sa dernière visite en janvier. « On a pu constater que le dossier la concernant était vide, sinon pourquoi l'aurait-on laissée partir ? » lance la chef de la diplomatie, Louise Mushikiwabo.

Subtilités politico-judiciaires

Le gouvernement français a fait un autre geste en annonçant la création d'un pôle génocide auprès du tribunal de Paris. Les dossiers concernant les présumés génocidaires réfugiés en France progressent enfin. Les juges Fabienne Pous et Michèle Ganascia étaient encore à Kigali fin janvier.

Mais tous les Rwandais ne goûtent pas ces subtilités politico-judiciaires. « Quand Rose a été arrêtée, c'était la guerre. J'ai moi-même organisé des manifestations. Et voilà que le président français nous tombe du ciel. On ne comprend pas », dit Freddy Mutanguha, secrétaire général d'Ibuka, l'association des survivants du génocide. « La France n'a jamais exprimé le moindre regret. Est-ce qu'on va oublier ? », s'interroge le président d'Ibuka, Théodore Simburudali. A défaut de réparations, il espère que la France l'aidera à financer « un centre de recherche et de documentation sur le génocide ». Un lieu de mémoire « en vue d'un partage avec toute l'humanité ». CHRISTOPHE BOLTANSKI



Au Mémorial du Génocide de Kigali

cusent aussi. La communauté internationale pour son silence, son inaction. Et surtout la France pour avoir appuyé un Etat qui, au nom de la suprématie hutue, allait basculer dans l'horreur. Il y a cette photo de Mitterrand en compagnie de son homologue rwandais Juvénal Habyarimana. « Bien qu'il ait été au courant de toutes ces atrocités, le gouvernement [français] continuait à soutenir le régime de Habyarimana », dit une légende. Les « conseillers français, ajoute un commentaire audio, ont été étroitement impliqués dans l'entraînement de l'armée rwandaise et des miliciens interahamwés », les futurs massacreurs.

Lors de sa visite, prévue le 25 février à Kigali, la première d'un président français depuis le génocide, Nicolas Sarkozy doit se rendre au Mémorial. Affrontera-t-il pour autant le poids du passé ? Auparavant, les

Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. Sa visite signale de manière forte sa volonté de dialogue, de parler de choses difficiles. La repentance ne peut être que spontanée. Il faudra du temps pour que nous nous retrouvions. »

Un changement spectaculaire, trois mois après la reprise des liens diplomatiques entre les deux Etats. L'ambassadeur de France, Laurent Contini, a présenté ses lettres de créance au président Kagamé le 22 janvier. Avec trois gendarmes et un adjoint, il vient de reprendre possession de la chancellerie fermée depuis trois ans. Le centre culturel et l'école française devraient vite rouvrir leurs portes dans un pays qui tourne le dos à la langue de ses anciens colonisateurs. Selon un jeu d'équilibre très maîtrisé, le Rwanda a adhéré au Commonwealth en même temps qu'il renouait avec la France. Il a aussi décidé